ICG explore les raisons de l’échec de la réforme foncière au Burundi

ICG, 12 fÃ©vr. 2014Les terres de la discorde (I) : la rÃ©forme fonciÃ¨re au BurundiRapport Afrique NÂ°213 - 12 fÃ©vr. 2014Tant que le gouvernement nâ€™aura pas rÃ©formÃ© la gouvernance fonciÃ¨re, les efforts pour consolider une paix durabl demeureront insuffisants.Nairobi/Bruxelles | Dans son dernier rapport,Â Les terres de la discorde (I) : la rÃ©forme fonciÃ¨re au Burundi, le premier dâ€™une sÃ©rie de deux rapports, lâ€™International Crisis Group explore les raisons de lâ€™Ã©chec d rÃ©forme fonciÃ¨re depuis la signature de lâ€™accord dâ€™Arusha en 2000. Dans ce pays rural et surpeuplÃ©, la mauvaise gouvernance fonciÃ¨re a contribuÃ© Ã la guerre civile et sa rÃ©forme faisait partie intÃ©grante de lâ€™accord dâ€™Arusha. Q ans plus tard, alors que 90 pour cent de la population dÃ©pend de lâ€™agriculture, beaucoup souffrent de malnutrition et les conflits fonciers demeurent le principal facteur de violence dans les zones rurales. RÃ©soudre le problÃ¨me foncier est donc fondamental pour la stabilitÃ© politique et la croissance Ã©conomique Ã long terme du Burundi.Les conclusions et recommandations principales du rapport sont :
Â·Â Â Â Â Â Â Â Â Lâ€™accord dâ€™Arusha Ã©tait censÃ© ouvrir la voie Ã une ambitieuse rÃ©forme fonciÃ¨re. Cependant, restÃ©e limitÃ©e Ã lâ€™Ã©laboration dâ€™un nouveau code foncier et Ã la crÃ©ation de quelques services fonciers locaux, permis au gouvernement de tenir ses promesses.Â·Â Â Â Â Â Â Â Â La gestion des terres reste caractÃ©risÃ©e par lâ€™abser contrÃ´le efficace des prÃ©rogatives fonciÃ¨res de lâ€™Etat, le manque de coordination entre les diffÃ©rentes instances concernÃ©es, le manque dâ€™indÃ©pendance du pouvoir judiciaire, la disparition des mÃ©thodes traditionnelles de rÃ©solutio des litiges, ainsi que des inÃ©galitÃ©s entre les hommes et les femmes pour lâ€™accÃ¨s Ã la terre.Â·Â Â Â Â Â Â Â Â Pour re vÃ©ritable rÃ©forme fonciÃ¨re, le gouvernement doit Ã©laborer avec lâ€™aide de ses partenaires internationaux un nouveau pl de dÃ©veloppement rural qui intÃ¨gre pleinement la politique fonciÃ¨re tout en rÃ©duisant les inÃ©galitÃ©s dâ€™accÃ¨s aux terres.Â·Â Â Â Â Â Â Â Â Le gouvernement devrait encourager la rÃ©solution pacifique des litiges en dÃ©veloppant les capacit mÃ©diation des tribunaux et assurant la pÃ©rennitÃ© financiÃ¨re des services fonciers locaux.Â« Les signataires de lâ€™accor dâ€™Arusha savaient trÃ¨s bien que, dans un pays surpeuplÃ© comme le Burundi, le problÃ¨me foncier devait Ãªtre rÃ©solu Â» dit Thierry Vircoulon, directeur du projet Afrique centrale. Â« Et pourtant, quatorze ans plus tard, les organes de gouvernance sont toujours incapables de rÃ©gler les innombrables conflits fonciers, de sÃ©curiser les droits de propriÃ©tÃ© et de contribuer ainsi au dÃ©veloppement rural et Ã la paix Â».Â« La rÃ©forme fonciÃ¨re est bloquÃ©e et cela sape lâ€™instaura dâ€™une paix durable au Burundi Â», explique Comfort Ero, directrice du programme Afrique.Â
Â« ConfrontÃ© Ã une croissance dÃ©mographique rapide, Ã la rarÃ©faction des terres cultivables et Ã une crise alimentaire, Burundi a besoin dâ€™une vision globale sur le problÃ¨me foncier qui tiendra compte des rÃ©alitÃ©s socioÃ©conomiques du pa tout en rompant avec les pratiques de mauvaise gouvernance du passÃ© Â».SYNTHESEPays essentiellement rural, le Burundi est confrontÃ© Ã deux problÃ¨mes fonciers. Le premier, structurel, concerne la gestion de la terre, cette ressource vitale qui se rarÃ©fie sous le coup de la croissance dÃ©mographique. Le second, hÃ©ritage de la guerre civile, concerne la situation des rÃ©fugiÃ©s et des dÃ©placÃ©s qui ont Ã©tÃ© spoliÃ©s injustement. Le premier problÃ¨me gÃ©nÃ¨re une violenc dans la sociÃ©tÃ© burundaise et nÃ©cessite la relance de la rÃ©forme de la gouvernance fonciÃ¨re sur de nouvelles bases. Au lieu dâ€™une rÃ©forme profonde des systÃ¨mes de gestion fonciÃ¨re, câ€™est une simple rÃ©vision du code foncier qui a Ã©t en Å“uvre. Or en lâ€™absence de vÃ©ritable changement dans la gouvernance fonciÃ¨re, notamment en matiÃ¨re de rÃ¨glemen des conflits liÃ©s Ã la terre, cette question va continuer Ã cristalliser le ressentiment des populations qui sâ€™estiment spoliÃ© ou dont lâ€™accÃ¨s Ã la terre est limitÃ©, rendant ainsi plus probable lâ€™Ã©clatement de conflits futurs.Le surpeuplement du Burundi met Ã mal son modÃ¨le agraire et alimente une insatisfaction socioÃ©conomique profonde qui a, en grande partie, constituÃ© lâ€™arriÃ¨re-plan des affrontements passÃ©s. Avec une des plus fortes densitÃ©s du continent (environ 400 habitan par kilomÃ¨tre carrÃ©) et une population vivant de lâ€™agriculture Ã 90 pour cent, le Burundi devrait Ãªtre un modÃ¨le de gestio fonciÃ¨re. Or la mauvaise gouvernance fonciÃ¨re est profondÃ©ment enracinÃ©e et les anciens mÃ©canismes de rÃ©gulation dans ce domaine sont tombÃ©s en dÃ©suÃ©tude, gÃ©nÃ©rant conflits et tensions sociales ainsi quâ€™un taux de malnutrition proche de 75 pour cent. Au bout de quatorze ans, lâ€™ambitieuse rÃ©forme fonciÃ¨re prÃ©vue dans lâ€™accord dâ€™Arusha quâ€™Ã une rÃ©formette bien en deÃ§Ã des attentes et des problÃ¨mes.Plusieurs raisons expliquent cet Ã©checÂ : le manqu dâ€™encadrement des prÃ©rogatives de lâ€™Etat, qui permet des abus et accroit lâ€™insÃ©curitÃ© fonciÃ¨re, ainsi quâ€™un coordination entre les multiples structures de rÃ©forme, entrainant un chevauchement des compÃ©tences et rÃ©duisant lâ€™efficacitÃ© des institutions. A ces problÃ¨mes sâ€™ajoutent le manque dâ€™indÃ©pendance de la justice Ã lâ€™Ã©gard politique, les inÃ©galitÃ©s dâ€™accÃ¨s Ã la terre (notamment pour les femmes) et la disparition des mÃ©canismes traditionnel rÃ©gulation des conflits capables de promouvoir un rÃ¨glement des litiges Ã lâ€™amiable.La rÃ©solution du problÃ¨me foncier demandera bien davantage quâ€™un simple changement des rapports de force politique entre les partis tutsis qui ont dominÃ© lâ€™appareil dâ€™Etat depuis lâ€™indÃ©pendance et la majoritÃ© hutu au pouvoir depuis 2005. Câ€™est dâ€™une compte des contraintes socioÃ©conomiques et permettant de rompre avec la mauvaise gouvernance du passÃ© dont le pays a besoin.Alors que les Ã©lections de 2015 sont dÃ©jÃ en cours de prÃ©paration et que la question fonciÃ¨re sera un des enjeux Ã©lectoraux, plusieurs mesures doivent Ãªtre mises en Å“uvre par le gouvernement avec le soutien des partenaires internationaux, dontÂ :Â·Â Â Â Â Â Â Â Â lâ€™Ã©laboration dâ€™une nouvelle stratÃ©gie de dÃ©veloppement rural qui intÃ¨g politique fonciÃ¨re;Â·Â Â Â Â Â Â Â Â Â lâ€™adoption dâ€™une loi sur les successions consacrant lâ€™Ã©galitÃ© des droits ent femmes, la prise en compte de tous les usagers (femmes et enfants) dans la certification fonciÃ¨re et la possibilitÃ© dâ€™enregistrer des partages successoraux par anticipation, câ€™est-Ã -dire avant le dÃ©cÃ¨s de la personne concernÃ©e;Â· lancement dâ€™une campagne nationale de sensibilisation au rÃ¨glement pacifique des querelles fonciÃ¨resÂ ; etÂ·Â Â Â Â Â Â dÃ©veloppement de la mÃ©diation et de la conciliation dans les tribunaux ainsi que la pÃ©rennisation des services fonciers communaux.Ce rapport traite de lâ€™Ã©pineux problÃ¨me de la gestion des terres au Burundi. Il a pour but dâ€™analyser les raisons de lâ€™Ã©chec de la rÃ©forme du systÃ¨me foncier depuis la fin de la guerre civile et lâ€™accord dâ€™Arusha en 200 proposer des pistes de solution pour promouvoir un vÃ©ritable changement en matiÃ¨re de gouvernance fonciÃ¨re. Un second rapport analysera la question tout aussi complexe de la restitution des terres et propriÃ©tÃ©s des rÃ©fugiÃ©s et

dÃ©placÃ©s de la guerre civile.Lire lâ€™intÃ©gralitÃ© du RapportÂ